

LA COMMUNE DE PARIS

MONITEUR DES CLUBS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ, SOLIDARITÉ.

ON S'ABONNE A PARIS :

RUE BLANCHE, 25.

	Paris.	Départ.
3 mois.	6 fr.	9 fr.
6 —	12 —	18 —
Un an.	24 —	36 —

S'adresser, pour toutes les communications, au citoyen SOHNEN, 25, r. de la Blanche. (Aff. enclir).

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE.

Paris, 20 mars.

Sur la foi d'une correspondance anonyme d'Arras, la Presse publie les lignes suivantes :

« Les directeurs des postes ont reçu du ministère de l'intérieur l'ordre de faire afficher dans les villes et dans toutes les communes par les facteurs ruraux des proclamations non signées où l'on proteste »

« Contre les prochaines élections dont l'aristocratie compte se faire un marche-pied pour écraser les pauvres, paysans depuis trop longtemps réduits à l'état humiliant de serfs. »

« De plus on demande en termes menaçants qu'elles soient retardées. »

Notre surprise a été grande en lisant cette étrange citation. Est-ce bien le rédacteur de la Presse qui l'a soufflée ? La question est d'autant meilleure à poser, que ces lignes, fausses pour nous en ce qu'elles disent, accusent une ignorance ou une mauvaise foi entre lesquelles le correspondant de la Presse pourra choisir. En effet, l'administration des postes relève du ministère des finances, non de celui de l'intérieur, qui n'a point là d'ordres à donner. En second lieu, la police de l'affichage appartient aux maires des communes et non aux directeurs des postes. L'esprit venimeux de ces petites phrases a troublé la vue de leur auteur au point de lui faire commettre en dix lignes plus de bavages qu'on n'en passerait à d'autres dans une longue page. Vraiment c'est trop de libéralité de la part de ce brave correspondant, et la Presse en eût, sans doute, jugé comme nous, si elle n'eût trouvé là un prétexte de censurer toujours les pouvoirs illimités. Pareille conduite n'est pas habile ; elle compromet jusqu'à un certain point la créance qu'on aurait pu avoir en la sincérité des déclarations précédentes. Où donc, dans quelle circonstance le citoyen Ledru-Rollin vous a-t-il donné le droit de penser et de dire qu'il en sait moins que le dernier garde champêtre sur la police des communes ? Le choix du moyen n'est pas heureux, il faut le répéter.

L'opposition soulevée au sujet du pouvoir des commissaires fait-elle meilleure figure ? non. La transparence des phrases laisse voir le fond. On demande tout simplement à la République, au nom de la liberté, de se laisser doucement étrangler par ses ennemis nés, qui tout à coup se sont trouvés pris d'un si vif amour pour elle. Qui pourrait, je le demande, douter de la loyauté républicaine de MM. Liadières, duc de La Force, Montépin, duc de Richelieu, duc d'Estissac, comte d'Anthouard, de Crillon, de Noël, Viennet, etc., etc. ! Ces messieurs s'intitulent *Club républicain pour la liberté des élections* ; n'est-il pas clair comme le jour qu'ils vont respecter la liberté de conscience de leurs paysans ? Leur attitude sous le gouvernement déchu, surtout en votant les lois de septembre, code infâme qui restera une souillure pour ses auteurs, ne témoigne-t-elle pas assez hautement de leur loyauté ? N'est-il pas certain que tous aimeraient mieux mourir que de porter la moindre atteinte au serment qu'ils ont fait de soutenir la République ?

Ils ne sont pas les seuls, la Presse le sait bien, à brûler du même amour. Aussi crie-t-elle de toute la force de sa voix contre les allures proconsulaires. On voit bien, il est vrai, au bout de la haute appréciation des correspondants, une guerre civile imminente ; mais qu'importe pourvu que les anciens maires, juges de paix, percepteurs, sous-préfets, etc., puissent arranger à leur guise les élections prochaines et les enlever à la barbe des commissaires dont tous les réactionnaires attaquent l'autorité ?

Et qu'on ne croie pas que nous inventons à plaisir pour le besoin de l'argumentation. Pour ne citer qu'un seul fait, voyez ce qui se passe dans la Dordogne. L'ex-député dynastique Dusollier est envoyé depuis trois semaines, au moins, à Périgueux ; savez-vous quelle grande besogne il a faite durant ce temps ? la voici. Nous en empruntons le récit à l'*Echo de Véronne* : « Les quatre sous-préfets de la Dordogne vont être révoqués. Deux sont déjà remplacés. Le commissaire du gouvernement est à l'étude pour remplacer les deux autres. »

Les candidats exhalent tous cette fine odeur de dynastie qui fit si grand bien au pays en ces derniers temps.

Le gouvernement, assez peu ami de la liberté pour ne pas trouver cette belle œuvre du commissaire à la hauteur de sa mission, lui adjoint deux collègues nouveaux. Que fait alors le citoyen Dusollier ? Il déclare ne pas vouloir partager ses fonctions avec les citoyens Numa Dufraisse et Dulac, et le conseil municipal, afin de soutenir l'ex-dynastie, s'insurge, lui corps en tutelle, contre son chef immédiat et s'adresse au Gouvernement afin de lui faire prononcer la censure contre un de ses membres.

Nous prenons, nous, une tout autre marche ; la voici. Nous adjurons le gouvernement de punir sans délai le conseil municipal qui a outre-passé ses pouvoirs et s'est mis en état d'insubordination. Nous demandons ensuite au citoyen ministre de l'intérieur la révocation immédiate de l'ex-député dynastique Dusollier.

Ces mesures sévères sont, à notre avis, devenues indispensables, et nous les appelons de tous nos vœux, dût la Presse nous ranger parmi les proconsuls.

ATTENTION.

A propos des interpellations adressées par nous à M. de Girardin, dans notre numéro du 15 mars, au su-

jet des conciliabules légitimistes, la Presse répond : « Nous en ignorons même l'existence. » A tout considérer, cela se peut.

L'Union, 20 mars, copie le Siècle, et nous donne en ces termes les réflexions de ce journal :

« Nous voyons avec un profond regret qu'on s'efforce de faire passer la dénonciation et la menace dans les habitudes populaires. Livré à lui-même, le peuple est généreux ; mais si on lui souffle chaque jour la colère et la défiance, il finira peut-être par croire à des complots, à des dangers qui n'existent pas, et de ces dispositions naîtront des malheurs dont la société entière aura à souffrir. Le peuple exerce aujourd'hui sa souveraineté sans contrôle ; mais s'il prétendait l'exercer sans mesure, ou s'il souffrait qu'en son nom et en toute occasion des hommes moins modérés que lui se crussent autorisés à imposer la loi de la force au lieu de faire appel à la raison, il perdrait bien vite ce prestige de magnanimité qui l'entoure, et à la place de la liberté dont le triomphe est célébré tous les jours, nous aurions une insupportable tyrannie. Quand on est sûr de sa force et de son bon droit, on ne sent le besoin ni de s'agiter ni de menacer ; on garde la dignité et le calme qui conviennent à une telle situation. Le peuple, nous en sommes sûrs, comprendra cette vérité, et il ne se laissera pas égarer par des conseils ou des passions indignes de lui. »

Le Siècle n'a pas rompu, on le voit, avec ses vieilles habitudes. Des réflexions vagues au lieu de réponses nettes et claires ; des appréciations indirectes quand il faudrait, plus que jamais, scruter avec vigueur le fond des âmes et avoir le courage de son opinion ! Il semble, à entendre ces hommes, que la vérité pure est une chose malaisée. Vient-on, au moyen d'un langage indulgent et digne, montrer le triste rôle d'une certaine quantité d'hommes abusés par des politiques sans couleur, ceux-ci, battus en plein soleil, n'ont d'autre ressource que celle des mots sonores, trompeurs si longtemps, si justement appréciés aujourd'hui. De petits provocateurs se voient conspués après avoir lâché cette parole fanfaronne : « Combien êtes-vous ? » Deux cents mille hommes, présents à l'appel, répondent : « Nous voilà. »

De plus raisonnables que nos adversaires accepteraient la leçon ; mais la marotte constitutionnelle agit d'autre sorte. En face d'une manifestation des plus imposantes qu'on ait jamais vues, les routiniers dynastiques, aussi clairvoyants que par le passé, ne trouvent rien de mieux que de faire appel aux grands mots afin de masquer leur défaite. Ainsi, disent-ils, loi de la force au lieu de l'appel à la raison ; insupportable tyrannie, etc., etc. Les royalistes quand même, les royalistes gradués, s'emparent de ces belles choses et en usent envers le peuple, qu'ils veulent abuser comme ils le firent toujours. « Les prêtres donnent tout à Dieu comme les courtisans tout au prince, » disait P.-L. Courier. Ecoutez donc une fois, gens obstinés ou charlatans de tous les régimes, écoutez et méditez ce fragment d'une lettre de juillet 1832. Lisez bien, dis-je, et toi, peuple, lis aussi :

« Tout est préparé pour une guerre européenne ; elle est flagrante, elle est à nos portes. Cette guerre, mieux conçue que la première, doit porter ses fruits, de bons fruits. Elle n'est pas seulement pour replacer Henri V sur son trône ; elle a pour but essentiel d'exterminer, par un dernier coup, la révolution et les révolutionnaires partout où ils seront. Le manifeste des princes sera une déclaration à tous les jacobins de la terre. Il sera enjoint à toutes les villes, bourgs et villages d'arborer le drapeau blanc à l'arrivée des alliés, sous peine des lois de la guerre.... Le secours que l'on donne à Henri sera une imitation de ce qu'a fait Louis XVIII pour l'Espagne : les frais de la guerre seront payés par les révolutionnaires, banquiers ou autres, qui auront amené cette guerre en France. On avisera aux moyens d'atteindre tous ceux qui, en dénonçant ou en acceptant des emplois sous l'usurpateur, ont contribué à désorganiser le pays... » (Ici se trouve le nom d'un officier général alors en Bretagne ; nous voulons bien ne pas le nommer encore, et nous l'engageons à prendre sa retraite.)

Quoi qu'en dise M. de Girardin, il y a moins loin de la régence orléaniste au prétendant Henri V que de la République à aucun des deux. Nous espérons que cette citation fera descendre le Siècle de ses nuages et le ramènera un peu plus terre à terre. Il sentira, sans doute, le besoin de dégonfler son outre, surtout en ce qui nous concerne. Nous sommes les plus forts, et nous n'avons pas songé encore à charger nos ennemis des frais de la guerre. C'est justice pourtant et nous le proposerons. Nous verrons si les voleurs couronnés pourront, de droit divin, mettre les peuples en coupes sombres sans qu'il y ait lieu à revendication.

Actes officiels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire,

Vu les services rendus à l'État par le général Subervie dans sa longue carrière militaire et dans le ministère qu'il occupe depuis notre glorieuse révolution de Février,

Décrète :

Le général Subervie, ministre de la guerre, est nommé chancelier de la Légion d'honneur, en remplacement du maréchal Gérard.

Le ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, le 19 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire décrète :

M. Arago, membre du Gouvernement provisoire, ministre de la marine, président de la commission de défense nationale, est chargé par intérim des fonctions de ministre de la guerre.

Le président du conseil des ministres, membre du Gouvernement provisoire, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil de Gouvernement, le 19 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire arrête :

Les citoyens Lamothe, Chatain et Drouillet, ouvriers charpentiers, détenus par suite de la grève de 1845, seront immédiatement mis en liberté.

Le citoyen Drouillet, détenu aux Madelonnettes, pourra être rendu libre ce soir : le préfet de police donnera des ordres pour que la délivrance des deux autres détenus qui sont à Poissy ait lieu sans le moindre délai.

Le préfet de police est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont l'ampliation lui sera expédiée par exprès.

Cette mesure est applicable à tous les ouvriers détenus par suite de grève ou de coalition.

Fait en conseil, le 19 mars 1848.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le Gouvernement provisoire décrète :

Art. 1^{er}. Provisoirement, les tribunaux de commerce pourront, sur requête à laquelle sera jointe la copie des assignations, accorder à tout commerçant, par un jugement en dernier ressort, un sursis de trois mois au plus contre les poursuites de ses créanciers. Le sursis pourra être révoqué sur la demande de tout intéressé.

Art. 2. Le sursis ne peut être accordé que sous les conditions portées aux articles suivants :

Art. 3. Le jugement de sursis nommera parmi les créanciers un commissaire ou plusieurs, que le tribunal pourra révoquer ou remplacer : le débiteur pourra faire partie du commissariat sans pouvoir être nommé seul commissaire.

Art. 4. Les commissaires feront dans l'intérêt des créanciers tous les actes utiles même en justice ; néanmoins, pour continuer le commerce du débiteur et pour faire tous actes excédant l'administration, les commissaires devront être autorisés par le tribunal.

Art. 5. Durant le sursis judiciaire, aucun créancier ne pourra être payé ni préféré au préjudice des autres. Les répartitions seront faites sans frais par le tribunal ou par un de ses membres délégué dans le jugement de sursis, sur un état qui sera présenté tous les dix jours par un commissaire.

Art. 6. Les diverses dispositions de la loi du 28 mai 1838 concernant la revendication, l'exigibilité des créances non échues à l'égard du débiteur en sursis (les autres souscripteurs ou endosseurs, ou garants, ne devant être tenus de payer qu'aux échéances), la validité des actes, paiement et compensation, les privilèges et hypothèques sont applicables quand il y a sursis judiciaire.

Art. 7. Les actions des créanciers contre les associés seront intentées directement par les commissaires devant le tribunal de commerce. Dans tous les cas, le créancier peut intervenir pour la conservation de ses droits, sans autres frais que ceux de la demande ou de l'acte en intervention, les autres demeurant à la charge du débiteur.

Fait à Paris à l'hôtel de ville, en séance du Gouvernement.

Les membres du Gouvernement provisoire.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Vu le décret du Gouvernement provisoire du 2 mars, présent mois ;

Arrête :

Les délais et facultés accordés par l'arrêté du 8 mars courant pour faire viser, sans amende, les billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables,

ainsi que les effets et obligations non négociables et les mandats à terme ou de place en place, faits en contravention aux lois sur le timbre, sont prorogés jusqu'au 15 avril prochain inclusivement.

Paris, le 17 mars 1848.

Pour le membre du Gouvernement provisoire, ministre des finances,

Le sous-secrétaire d'Etat,
E. DUCLERC.

Pour ampliation :

Le secrétaire général des finances,
GUILLÉMOT.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

Le ministre provisoire de l'intérieur

Arrête :

Le citoyen Caussidière est nommé préfet de police du département de la Seine.

Le citoyen Monnier est appelé aux fonctions de secrétaire général de la préfecture de police.

Fait à Paris, le 17 mars 1848.

Le membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur,

LEDRU-ROLLIN.

Par arrêtés du Gouvernement provisoire de la République, en date du 17 mars 1848, ont été nommés :
Conseiller à la cour d'appel de Toulouse, M. Lartet, conseiller à la cour d'appel de Nîmes, en remplacement de M. Moynier, décédé ;

Premier avocat général à la cour d'appel de Nancy, M. Renaut d'Uxexi (Marie-François-Joseph-Albert) bâtonnier de l'ordre des avocats, en remplacement de M. Poirel ;

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Confolens (Charente), M. Nassaud (Edouard), bâtonnier de l'ordre des avocats à Confolens ;

Substitut du commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Confolens (Charente), M. Rivaud (Pierre-Florestan), avocat à Angoulême ;

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Saint-Quentin (Aisne), M. Martin, juge au tribunal de première instance de Laon, en remplacement de M. Malhené ;

Juge au tribunal de première instance de Laon (Aisne), M. Blanchevoys (Louis-Germain), avocat en ladite ville, en remplacement de M. Martin, appelé à d'autres fonctions ;

Commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance de Vervins (Aisne), M. Desmaze, juge suppléant au tribunal de première instance de Laon, en remplacement de M. Lecointe.

— Par d'autres arrêtés du 17 mars, ont été nommés :
Premier avocat général à la cour d'appel de Douai, M. Farez (Fénelon), avocat à Cambrai, en remplacement de M. Danel ;

Avocat général à la cour d'appel de Douai, M. Dupont (Alfred), avocat, en remplacement de M. Poulliaze de Carnières ;

Juge de paix du canton est de Dunkerque (Nord), M. Trescat, en remplacement de M. Willems ;

Juge de paix du canton de Guîtres, arrondissement de Libourne (Gironde), M. Lartigue, suppléant du juge de paix du même canton, en remplacement de M. Le-guay ;

Juge de paix du canton de Coutras, arrondissement de Libourne (Gironde), M. Dupuy, ancien notaire, ancien suppléant du juge de paix du même canton, en remplacement de M. Viaud ;

Juge de paix du canton de Pujols, arrondissement de Libourne (Gironde), M. Descornes, propriétaire à Pessac, en remplacement de M. Scuffrain ;

Juge de paix du canton de Berjac, arrondissement d'Alais (Card), M. Ausset, ancien juge de paix de Saint-Ambroix, en remplacement de M. Fages, ré-cédé ;

Juge de paix du canton de Nivillers, arrondissement de Beauvais (Oise), M. Lacourt (Jean-Baptiste), en remplacement de M. Ledoux-Montroy ;

Juge de paix du canton de Chauny, arrondissement de Laon (Aisne), M. Lefèvre, ancien suppléant du juge de paix du même canton, en remplacement de M. Michelot ;

Juge de paix du canton de Tournon, arrondissement de Biane (Indre), M. Letourmy, avocat en remplacement de M. Gazon ;

Juge de paix du canton d'Anglure, M. Amat-Prudhomme, adjoint de la commune d'Anglure, en remplacement de M. Aubert, révoqué ;

Juge de paix de Wintzenheim (Haut-Rhin), M. Darbus, juge de paix de Sainte-Marie-aux-Mines, en remplacement de M. Derminier, démissionnaire ;

Juge de paix de Sainte-Marie-aux-Mines, M. Charles-Théophile Popp, ancien notaire, en remplacement de M. Darbus.

— Par arrêtés de la même date, M. Gilardin, procureur général du Gouvernement en Algérie, est révoqué de ses fonctions.

M. Lecarpentier (Charles), avocat, est nommé commissaire du Gouvernement près le tribunal civil d'Ar-ranhe.

M. Lehoty (Paul-Jacques), avocat, est nommé substitut du commissaire du Gouvernement près le tribunal de Saint-Lô.

M. Boissier, ancien commissaire du Gouvernement, est nommé commissaire du Gouvernement près le tribunal de Saint-Etienne, en remplacement de M. Rouchet-Laroche.

M. Célarié, nommé commissaire du Gouvernement près le tribunal de Gourdon, est révoqué de ses fonctions.

M. Alexandre Tambour, avoué, est nommé juge suppléant au tribunal civil d'Auxerre, en remplacement de M. Lecler-Fourolles, ancien titulaire, juge au tribunal de Joigny.

Par arrêté du ministre provisoire au département de l'instruction publique et des cultes, en date du 19 mars 1848 :

Une commission est chargée d'examiner les modifi-

cations qu'il convient d'apporter au costume actuel des élèves de l'école normale supérieure, de l'école nationale des chartes et des lycées ; d'indiquer l'uniforme que devront porter désormais les élèves de ces établissements et de faire connaître son avis sur les exercices militaires qu'il y aurait lieu d'introduire dans les lycées de la République.

Sont nommés membres de ladite commission :
MM. Letronne, membre de l'Institut, directeur de l'école nationale des chartes, président ;

Dubois, conseiller titulaire de l'université, directeur de l'école normale supérieure ;

David d'Angers, membre de l'Institut ;

Rinn, conseiller ordinaire de l'université, professeur du lycée Descartes ;

Wartelles, capitaine d'artillerie à l'école polytechnique ;

Serres, membre de l'Institut, docteur en médecine ;

Clias, professeur de gymnastique ;

Marrast, sous-directeur au lycée Corneille ;

Le Mansois-Duprey, rédacteur du *Moniteur universel*, secrétaire.

DÉPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.

Metz, 20 mars 1848, 10 heures du matin.

Le commissaire du gouvernement à M. le ministre de l'intérieur.

Avant-hier est arrivé à Mayence la nouvelle que le peuple de Berlin, après avoir demandé vainement au roi l'octroi d'une constitution, aurait engagé un combat avec la troupe et qu'il aurait eu l'avantage. Le roi se serait retiré d'abord dans la forteresse de Spandau, à six milles de Berlin, puis aurait fui sur Vienne. 500 hommes ont été tués et un grand nombre blessés.

Cette nouvelle a été apportée par les conducteurs des messageries bavaroises.

Intérieur.

LA CONTRE-RÉVOLUTION EN PROVINCE.

Nous marchons de surprise en surprise, et avant qu'il soit longtemps, nous aurons acquis le droit de ne plus nous étonner. Nous annonçons il y a trois jours que le citoyen Oudot, professeur à l'école de droit, mettait le public dans la confidence d'une volte-face *ex-abrupto* opérée par lui dans le sein de la République ; aujourd'hui nous recueillons une nouvelle non moins édifiante qui réjouira fort les contemporains et les races futures. Portets, le citoyen Portets, professeur du droit des gens à la même faculté, palpat dix ou douze mille francs pour faire au collège de France et à l'école de la rue Soufflot des cours que personne ne va écouter, Portets qui vivait retiré dans sa tente depuis 1830, Portets le coureur d'antichambres ministérielles sous la restauration, l'homme du droit divin, l'adulateur du R. P. Humphry de la compagnie de Jésus, l'homme qui tient tant à sa particule que le décret du Gouvernement provisoire sur les titres nobiliaires l'a presque fait tomber en syncope, Portets enfin se décide à briguer les suffrages des Landais, des compatriotes de Lamarque. *Risum tenetis*. En vérité ce n'est pas le sourire qui doit accueillir cette nouvelle, c'est l'indignation de quiconque porte un cœur républicain. Est-ce que le citoyen Portets s'imagine que Montrouge existe encore ? Est-ce que la célèbre compagnie ressortant encore de dessous terre lui aurait dépêché quelque messager annonciateur, quelque archange inespéré sous la forme d'un dindon qui lui aurait gloussé des mots fatidiques ? Est-ce que... Nous nous perdons en conjectures. Quel que soit le motif qui fait naître cette détermination dans la tête du professeur légitimiste, nous espérons qu'il reviendra sur son premier mouvement et qu'il respectera ses compatriotes en se respectant lui-même jusqu'à ne pas profaner par sa candidature à Saint-Séver le souvenir de Lamarque.

Au demeurant, il n'est pas le seul qui s'appête à donner scandale au pays. Tous les pygmées de l'ancien système repaissent après la bourrasque, plus nombreux que les étoiles et que les écus volés par Louis-Philippe, et si les commissaires des départements n'y prennent garde, nous aurons une assemblée recrutée de ventrus, de repus, de satisfaits, de jésuites et de bornes. Ainsi nous savons de source certaine que le citoyen Liadières va prendre prochainement son essor vers les Basses-Pyrénées ; que le citoyen Lavielle, qui justifie si bien le proverbe connu dans le midi, *Biarnés faus et courtés* (Barnais faux et adulateur), couvre le même projet. Ces hommes ont depuis longtemps perdu leur cœur ; l'ancien régime avait mis un gros sou à la place. Enfin un club réactionnaire s'est formé à Pau à côté du club républicain. On voit entre autres person-nages remarquables, dans ce pandémonium de lâchetés, de bassesses, d'hypocrisie et d'apostasies, le citoyen *Osevedo*, ex-préfet des Basses-Pyrénées, sur le compte de qui il ne serait pas difficile de produire des renseignements fort intéressants. D'autres anciens fonctionnaires du juste-milieu, tous connus pour leur passé de servilisme et de flagornerie, et qui, au lieu de rester dans l'oubli où la révolution les avait jetés, tentent en commun une résurrection triomphante. Que les commissaires du Gouvernement redoublent donc de mesures énergiques ! qu'ils ne négligent aucun moyen pour surexciter le patriotisme de ces populations confiantes et bénévoles. Nous adjurons même le Gouvernement provisoire de hâter l'envoi des commissaires généraux dans ces contrées arriérées. Il n'est pas de pays où les ennemis de la République puissent avoir aussi beau jeu. Les noms que nous venons d'écrire le prouvent déjà suffisamment ; qu'on y joigne ceux de Malleville, de Laurence, de Laroche, de Leroy, l'ex-préfet des Landes, et l'on se fera facilement une idée de ces menées en plein jour, de cette contre-révolution affichée à tous les carrefours.

Nous recevons du département de l'Isère des renseignements qui sont de nature à provoquer des mesures énergiques de la part des commissaires.

Des fonctionnaires, tous connus pour leur dévouement aveugle au gouvernement déchu, conservent encore les places qu'ils tiennent de lui. Ainsi le sieur

Vallier-Colombier, nommé sous-préfet en 1830, est encore président au tribunal de Saint-Marcellin. Partial à l'excès, il n'a jamais déguisé sa haine contre les patriotes ; aujourd'hui encore il fait opposition à la République. On cite après lui *Jubié*, juge suppléant ; *Grimaud*, substitut ; *Rathiet*, *Chastellière*, le juge de paix de Vinay et son suppléant, celui de Rives, tous fonctionnaires dont le maintien est une calamité publique, tous odieusement compromis dans des tripotages électoraux.

Les administrations des contributions directes et indirectes appellent également des épurations immédiates : « Le découragement, nous écrit-on, s'empare des Républicains quand ils voient le Gouvernement provisoire laisser à leurs postes les ennemis conjurés de nos libertés politiques, postes dont ils se servent pour exercer une influence désastreuse, afin de fausser les nouvelles élections et faire tomber la République, s'ils le peuvent, au cri même de vive la République ! » Que le Gouvernement avise donc, ou les républicains se feront eux-mêmes justice !

Le citoyen poète Ponsard s'appête à briguer les suffrages des électeurs de Vienne en Dauphiné. Croit-il donc qu'il suffise, pour devenir représentant du peuple, d'avoir fait des tragédies soporifiques, de s'être promené dans la calèche du citoyen Decazes et d'avoir mangé ses diners ? Pense-t-il que l'Assemblée nationale éprouve jamais le besoin de se livrer au repos, et dans cette prévision, lui réserve-t-il des tirades aussi étherisantes que celles d'*Agnès de Méranie* ? D'autre part, les Viennois ont-ils bien réfléchi aux conséquences du mandat qu'ils lui conféreront ? Envoyer Ponsard à Paris, c'est y envoyer le bon sens. Que leur restera-t-il donc ? Ingrat Ponsard ! Malheureux Viennois ! Répétez-lui donc ce que Voltaire disait à son perruquier : « Faites des perruques ! » Francis, faites des tragédies, et l'on vous logera au Prytanée. Nous consentons à les voir jouer ; mais, de grâce, laissez là la députation !

Outre les huit anciens députés de la Seine qui se présentent aux élections, voici de nouveaux candidats dont plusieurs, nous l'espérons, enlèveront les suffrages :

Armand Barbès, ex-détenu politique.
Auguste Blanqui, idem.
Cabet, rédacteur du *Populaire*.
Durieu, rédacteur en chef du *Courrier français*.
Raspail, docteur-médecin, rédacteur de l'*Ami du Peuple*.

Ch. Teste, professeur.
Trélat, médecin à l'hôpital de la Salpêtrière.
Ledru-Rollin, membre du Gouvernement provisoire, ministre de l'intérieur.

Ferdinand Flocon, membre du Gouvernement provisoire, rédacteur en chef de la *Réforme*.
Louis Blanc, membre du Gouvernement provisoire, auteur de l'*Histoire de dix ans* et d'une excellente brochure sur l'organisation du travail.

Armand Marrast, membre du Gouvernement provisoire, rédacteur en chef du *National*.
Pagnerre, membre du Gouvernement provisoire.
Jules Allain, négociant en vins, à Bercy.

Darblay, ancien député.

Paris, le 19 mars 1848.

Le gouverneur de la Banque de France à M. le rédacteur en chef du *Courrier français*.

Monsieur,
Dans votre numéro de ce jour, vous annoncez qu'à partir du lundi 20 mars, la Banque délivrera des billets de 100 francs ; c'est une erreur. La Banque fait confectionner avec toute la promptitude possible des coupures de cette somme ; mais elles ne peuvent être livrées au public que dans quelques jours.

Je vous prie très-instamment d'avoir la bonté de rectifier ce fait dans votre numéro de demain matin 20 courant, afin d'éviter à la Banque les plus grands inconvénients.

Le journal la *Presse* qui, hier, avait publié le même article, s'est, sur ma demande, empressé de le démentir.

Recevez, monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.
D'ARGOUT.

Le 17, on a reçu à La Haye la nouvelle de la mort du prince Alexandre des Pays-Bas. Le gouvernement, que ces démonstrations populaires contrariaient fort, a pris occasion de cette nouvelle pour faire afficher une proclamation qui défend les manifestations d'allégresse auxquelles ont donné lieu les événements politiques comme peu d'accord avec le coup qui vient de frapper la famille royale.

Les états généraux n'ont encore rien décidé sur la révision de la loi fondamentale.

Nous lisons dans la *Gazette de Lyon* du 17 :

« Il y a eu quelques troubles sérieux à Chambéry dans la journée et la nuit du 14. On a craint un moment de graves désordres ; on proférait des cris de *Vive la République* et des menaces contre le roi. La troupe a, par sa fermeté et sa décision, exprimé pour le moment ces manifestations.

« Une grande agitation régnait à Turin à la même date. »

Le citoyen Sobrier prévient les citoyens qui ont droit aux récompenses nationales que ce n'est pas à lui qu'il faut s'adresser, mais bien à la commission du Luxembourg.

RÉVOLUTION A VIENNE.

« On ne saurait se faire une idée de la masse énorme de peuple qui était réunie dans les rues de Vienne.

« On voyait des grenadiers, de l'infanterie, de la cavalerie et des canons sur le glacis. Les militaires ne paraissaient pas d'abord vouloir faire usage de leurs armes. Tout à coup on entend un feu de peloton. Alors le peuple ne se contient plus, il se précipite sur l'arsenal. Les cuirassiers font une charge vigoureuse et se rendent maîtres pour un instant de la position ; mais le peuple brise tous les obstacles. Plusieurs généraux sont insultés et même blessés. L'approche de la nuit

n'interrompt pas le combat : les tambours de la garde bourgeoise battent la générale. Les bourgeois s'assemblent. A minuit, on apprend que le prince de Metternich a donné sa démission. On donne aux bourgeois et aux étudiants des fusils de l'arsenal. Vers deux heures, tout est rentré dans l'ordre.

« On ne sait pas encore quel est le nombre des morts et des blessés. On voit avec joie que le prince de Metternich n'est plus à la tête du gouvernement. Toute la garnison de Vienne, renforcée des troupes des environs, s'est retirée dans les casernes. Les faubouriers ont aussi fait leur mouvement. Il y a déjà 50,000 hommes armés, bourgeois et étudiants. Les archiducs Louis-Guillaume et Albert ont donné leur démission ; mais le peuple n'est pas satisfait, il demande des ministres responsables : il ne veut pas déposer les armes avant que l'on n'ait rempli ses vœux. *L'empereur n'a pas encore répondu.* Il y a ici beaucoup de Hongrois armés et en costume national ; ils disent : « Nous sommes, il est vrai, des Hongrois ; mais il s'agit de l'Autriche : vous êtes de braves gens, et nous vous soutiendrons. Pas de Russes ! »

« Le dommage causé aux propriétés est insignifiant. La villa du prince de Metternich est détruite. Les troupes que le gouvernement a fait sortir de la ville bivouaquent aux environs. Il y a en tout 18,000 hommes. »

(Gazette de Silésie.)
« C'est l'archiduc Albert qui a donné aux troupes l'ordre de tirer sur le peuple, sans qu'il y eût eu de provocation grave (sic). Sept personnes furent tuées par cette première décharge. Alors la foule, hors d'elle-même, se rua comme un seul homme sur le château ; les soldats, attaqués corps à corps, se défendirent à coups de sabre et de baïonnette. Ce fut une affreuse mêlée ; mais le peuple désarmé finit par l'emporter dans cette lutte si inégale en apparence. »

(Gazette d'Aix-la-Chapelle.)

— L'empereur a adressé le rescrit suivant au premier chancelier :

« J'ai décrété l'établissement de la garde nationale pour le maintien de la tranquillité et de l'ordre dans la capitale, et pour la protection des personnes et des propriétés, sous la garantie offerte également à l'Etat par la propriété et l'intelligence. J'ai nommé le comte de Hoyers commandant en chef de la garde nationale, à l'organisation de laquelle on va pourvoir immédiatement. J'attends de la fidélité et du dévouement de mes sujets qu'ils répondront à la marque de confiance que je leur donne. »

« Vienne, 14 mars.

« Signé FERDINAND. »

— Dans la journée du 14, on a publié ce qui suit :

« 1° Les événements actuels intéressent autant le bien de l'Etat que celui de la ville de Vienne. Ils ont besoin d'être bien médités. Il est de l'intérêt de tous que l'ordre, la tranquillité, la sécurité soient maintenus. Cela importe à l'honneur des braves et patriotiques habitants de Vienne.

« A cette fin, l'empereur décrète l'armement des étudiants ; il exprime l'espoir que tous les habitants se feront inscrire dans la garde bourgeoise, prête à coopérer au maintien de l'ordre et de la tranquillité.

« Ces mesures, ces efforts salutaires des étudiants et de la bourgeoisie doivent être secondés avant tout par les habitants de Vienne. Tous les pères de famille, chefs de maison, propriétaires de fabriques et d'ateliers doivent veiller à conserver dans leur intérieur toutes les personnes de leur dépendance, à moins qu'elles ne fassent partie de la garde bourgeoise, afin que ces personnes n'augmentent pas le volume des rassemblements dans les rues. On compte sur la coopération des habitants de Vienne. »

« Vienne, 14 mars 1848.

« DE GESTIER, »

président de la régence de la Basse-Autriche. »

Compte rendu des Clubs.

SOCIÉTÉ DES DROITS DE L'HOMME.

(Aux Arts et Métiers.)

Séance du 20 mars 1848.

Le citoyen Gonthier prend la parole pour lire une proposition du Club du Commerce et de l'Industrie, proposition dont voici le résumé : « Tous les commerçants, employés, ouvriers, quels qu'ils soient, feront don à la République d'une partie de leur revenu ou de leur salaire pour venir en aide au pays. »

Le citoyen Bouchereau déclare qu'il a eu beaucoup de peine à connaître à sa mairie la délimitation des compagnies de la garde nationale, et qu'il sait parfaitement que le bureau de sa compagnie pour les élections préparatoires a été formé par les gardes nationaux de l'ancien cadre, et que les nouveaux inscrits ont été repoussés ; qu'il en est résulté une collision, qu'il y a même eu provocation de duel. Il demande ensuite qu'il soit affiché sur les murs de la capitale la proclamation suivante :

Garde nationale de Paris. — Elections préparatoires. — Aux prolétaires.

« Citoyens, »

« Sur les barricades vous êtes des héros ; mais le lendemain de la victoire, vous vous laissez trop facilement exploiter par des meneurs.

« Vous versez votre sang avec une insouciance que tous les peuples vous envient ; mais vous abandonnez vos droits avec une pareille insouciance, et cette insouciance est condamnable.

« Votre sang est précieux, vos droits sont sacrés ne l'oubliez jamais ! »

« Prolétaires ! vaincre est sublime, mais n'avoir pas besoin de vaincre est mieux encore.

« La révolution, sachez-le bien, c'est le désordre ! Le désordre, c'est l'anarchie ; l'anarchie, c'est le despotisme ; le despotisme, c'est la barbarie ; la barbarie, c'est la mort des nationalités.

« Aujourd'hui, nous ne crions plus : Aux armes ! Notre cri de ralliement, c'est : Aux voix ! »

« La société des Droits de l'homme vous invite donc, au nom de la mère-patrie, à vous trouver (tel jour, tel lieu, telle heure), aux élections préparatoires de votre compagnie, pour faire choix des officiers et sous-officiers qui auront l'honneur de vous commander.

« Si par votre négligence un mauvais choix était fait, que des officiers réactionnaires prêchent une guerre

civile, vous seriez responsables des conséquences ; le sang versé retomberait sur vos têtes.

« La réaction lève la tête. A nous prolétaires ! Faisons une guerre de scrutin à tout ce qui n'est pas République. »

Le citoyen Bouchereau termine en proposant que la Société des Droits de l'homme nomme des délégués qui devront présider les élections préparatoires pour la garde nationale et se faire aider par trois gardes nationaux anciens et trois gardes nationaux nouveaux ; il pense que de cette façon les élections seront faites avec justice.

Le citoyen Merez appuie.

Sur quelques observations concernant les frais que cela pourrait occasionner, le citoyen Bouchereau propose de faire à lui seul les frais de son arrondissement.

Le citoyen Chilmann demande qu'on nomme douze délégués qui se réuniront aux autres commissions nommées par les différents clubs pour s'entendre sur les candidats à élire.

Le citoyen Lebon combat la proposition du citoyen Bouchereau, quant aux délégués à nommer et aux publications à faire, et s'appuie sur ce que la société manque des moyens matériels pour faire cette besogne, et qu'ensuite la Société des Droits de l'homme ne doit jamais faire une démarche sans être certaine de la réussite.

Le citoyen Vilain, président, prie tous les citoyens qui auront des renseignements à donner sur les candidats veuillez bien les donner au bureau ; ces renseignements seront examinés par la commission, qui en fera son rapport.

Le citoyen Toulet propose que ceux qui voudront avoir un grade se fassent inscrire à la mairie.

Les citoyens N. Lebon et Mugnier combattent la proposition.

Le citoyen Bonfond demande qu'il soit fait une adresse au Gouvernement provisoire pour changer tous les officiers supérieurs de l'armée, attendu, dit-il, qu'ils sont les favoris du despotisme et de la corruption, et que généralement ils ne doivent leur haute position qu'à leur bassesse, et qu'après s'être vendus aux Bourbons, ils pourraient bien se vendre aux Cosaques.

Il demande en conséquence qu'on nomme une commission composée des délégués de tous les clubs pour rechercher la conduite de ces officiers et les destituer s'il y a lieu.

Le citoyen Chilmann répond que cette mesure a été prise.

Le citoyen Bouchereau et le citoyen Lebon appuient la proposition.

La séance est levée à 10 heures.

CLUB DES HOMMES LIBRES.

(Présidence du citoyen Lefèvre.)

Séance du 19 mars 1848. — Le président donne communication à l'assemblée de ce qui a été décidé dans la Commune de Paris, Comité révolutionnaire, Club des clubs, relativement aux élections, soit de la garde nationale, soit de l'assemblée nationale.

Le président rend compte de ses démarches pour se procurer un local où puissent se tenir gratuitement les séances du club.

Le président quitte la salle pour aller demander un local à l'Institut.

Le citoyen Gadon occupe la présidence. Il donne communication à l'assemblée de la révolution qui vient d'éclater à Vienne, de la retraite forcée de l'empereur à Schœnbrunn, de la fuite de Metternich devant la victoire populaire et de la défaite des soldats du tyran. La République fera le tour du monde.

Cette communication est accueillie par une triple salve d'applaudissements, et l'assemblée tout entière se lève et entonne le Chant du Départ.

Le secrétaire lit le procès-verbal. Après diverses observations des citoyens Philippeaux, Langrand, Gadon, Collavre, le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la discussion de la proposition suivante faite par le citoyen Langrand : L'armée jouira du bénéfice de l'éligibilité. Le citoyen Langrand a la parole.

Le citoyen Laugier combat la proposition. Elle est impraticable et funeste ; elle entraîne, comme conséquence, la suppression des écoles militaires, pépinière des officiers distingués qui remplissent nos armées. C'est presque une négation de la supériorité intelligente. Un soldat-officier a besoin d'autre chose que de la bravoure. Nous avons une armée admirable, il ne faut pas la désorganiser. Le citoyen Laugier conclut au rejet de la proposition.

Le citoyen Sieurat demande au citoyen Langrand des explications sur les modes de l'élection.

Le citoyen Langrand n'entend, quant à présent, que poser un principe.

Le citoyen Lefèvre repousse la proposition. Elle ne s'appuie sur aucun précédent historique. Les officiers de Saint-Cyr ne doivent plus exister : c'est une aristocratie qu'il faut détruire. Le moyen de remédier à cela, c'est de rendre obligatoire à tous personnellement le service militaire.

Le citoyen Redon soutient que dans aucun cas l'armée ne peut être admise à élire ses chefs. Il faut laisser au Gouvernement le soin de récompenser ceux qui ont rendu service à la patrie.

Le citoyen Sieurat repousse la proposition.

La proposition est mise aux voix et repoussée à l'unanimité.

Les citoyens Gadon et Laugier demandent la mise à l'ordre du jour de demain par priorité de cette question :

« Frappera-t-on un impôt proportionnel sur le revenu, soit hypothécaire, soit des rentes, comme moyen d'arrêter la crise financière ? »

La mise à l'ordre du jour est mise aux voix et adoptée à l'unanimité.

Le citoyen Redon demande la mise à l'ordre du jour de la proposition suivante :

« Y a-t-il lieu de frapper d'impôt les chevaux de luxe, les voitures, les animaux domestiques de luxe ? »

La mise à l'ordre du jour est mise aux voix et rejetée. — La discussion de la proposition est renvoyée à la discussion sur la loi générale de l'impôt.

Le citoyen Philippeaux demande la mise à l'ordre du jour de cette proposition :

« Les six mois d'avance payés ou à payer aux pre-

priétaires seront versés en dépôt au comptoir national. »

La mise à l'ordre du jour est mise aux voix et adoptée.

Troisième question à l'ordre du jour : « Nécessité de réunir l'Algérie à la France. »

La parole est au citoyen Giot pour une question importante.

Chaque club, dit-il, s'occupe des listes des candidats aux grades de la garde nationale et à la députation. Le club des Hommes libres devrait s'en occuper activement, et on devrait les mettre à l'ordre du jour par priorité à la proposition même des citoyens Gadon et Laugier.

La proposition est mise aux voix et adoptée.

Le vice président, Gadon.

Le secrétaire provisoire, Collavre.

CLUB DE L'EMANCIPATION DES PEUPLES.

Une proposition du citoyen Castelnau est mise en délibération. Cette proposition est ainsi formulée : « Demander au Gouvernement provisoire de déclarer indignes de siéger à l'assemblée nationale les 225, dits les satisfaits. » Le citoyen Castelnau a la parole pour développer sa motion ; quelques autres citoyens l'appuient, et il est décidé qu'on en fera communication à tous les clubs de Paris pour demander leur adhésion et obtenir leur concours. Nous sommes certainement bien d'avis que l'on repousse d'une façon exemplaire les 225 satisfaits, s'ils osent afficher le cynisme de leur candidature ; mais nous croyons qu'il n'appartient plus au Gouvernement provisoire de les déclarer aujourd'hui indignes. Les 225, comme l'a fort bien dit le citoyen Castelnau, se sont rendus coupables de haute trahison en faussant leur mandat, en mentant à leur conscience d'hommes politiques, en conduisant le pays à l'abîme au bord duquel le peuple a si fièrement regimbé. Mais alors c'est devant les tribunaux qu'il fallait les traduire, et, en effet, c'est bien là qu'ils devaient être amenés. Le Gouvernement provisoire ne l'a pas fait ; nous croyons bien juger de ces motifs, en disant qu'il a voulu se garder d'une mesure extrême, en face des résultats incomplets et diversement interprétés que cette mesure aurait atteints. Condamner les 225 ? Eh ! mon Dieu, la sentence d'un tribunal ne les eût pas marqués d'assez d'infamie ! Il fallait que la sentence fût prononcée par le peuple lui-même ; que la grande voix de Dieu les stigmatisât par un mot foudroyant, implacable ; jugement sans appel, flétrissure unique jusqu'ici et trouvée pour leur crime, tache infamante, qui ne laisse aucune chance possible de réhabilitation, exécution morale complète. Le mot de révolution du mépris n'est-il pas assez décisif ? n'a-t-il pas été prononcé et répété par tous ? Contre qui donc a-t-il été dit ? Les 225, par ce mot, n'ont-ils pas été déclarés bien et dûment indignes ? ou plutôt ce mot ne les a-t-il pas mis à néant ? Le tranchant du glaive les a frappés ; les 225 n'existent plus ; leurs candidatures sont donc impossibles, mieux que par un décret du Gouvernement provisoire contre eux, mais par le fait du peuple.

Cependant, dit le citoyen Castelnau, s'ils sont envoyés par les électeurs souverains à l'assemblée nationale, qu'en ferez-vous ? Ceci est une question de principe qui se relie à une autre question déjà posée. Nous l'aborderons prochainement, et nous l'envisagerons d'un point de vue plus élevé. Mais qu'il soit bien constaté qu'il ne faut pas donner au Gouvernement provisoire le dégoût de frapper deux fois des gens misérables, si bien tués la première, et qu'il ne faut jamais le porter à prendre une mesure qui puisse avoir à quelques yeux une apparence d'arbitraire.

CLUB DU PROGRÈS.

Séance du 18 mars. — Le président Hubert, à l'ouverture de la séance, communique à l'assemblée une lettre du citoyen Cahaigne, qui invite tous les clubs à déléguer quelques-uns de leurs membres au comité central pour les élections générales, afin d'aviser au meilleur moyen à prendre pour obtenir partout des élections républicaines.

Ont été délégués, les citoyens Mo lin, Rémond, Homberg et Vudrig.

Le président, après avoir invité au calme et au recueillement tous les citoyens devant prendre part à la discussion, s'applique à faire comprendre qu'il est de très-haute importance de faire cesser les divisions qui peuvent, dans la situation actuelle, influencer d'une manière déplorable sur les élections, et donne comme garantie de prospérité future la manifestation du 17, qui était si magnifique de calme et de dignité.

Les élections de la garde nationale étant à l'ordre du jour, le président invite tous les ouvriers sans exceptions à se faire inscrire immédiatement aux mairies, afin de pouvoir prendre part aux nominations si importantes des officiers supérieurs et autres des légions ; il demande en outre que l'on fasse des enquêtes sur les candidats.

Le citoyen Thomas a été admis à l'unanimité comme candidat au grade de colonel de la deuxième légion.

Plusieurs citoyens se sont plaints de la négligence, très-blâmable, que l'on met à organiser la garde nationale. Des fusils, dit-on, ont été refusés à des gardes nationaux qui n'étaient pas pourvus d'uniformes. Un citoyen a fait remarquer qu'outre que le recensement n'a pas été fait, on n'a pas envoyé de lettres pour les élections, et qu'à certaines réunions préparatoires il n'y avait aucun ouvrier.

SOCIÉTÉ SUISSE DU GRUTTLI.

Hier, dimanche, une grande partie des membres de cette société s'étaient donné rendez-vous au lieu habituel de leurs séances, rue Quincampoix, 8.

M. Favre, dans une exposition claire et succincte, développa les motifs qui doivent porter les membres de l'association helvétique à s'affilier aux clubs démocratiques, qui, de toutes parts, s'organisent en France. Les Suisses ne peuvent point rester inactifs au milieu du grand mouvement qui agite aujourd'hui toute l'Europe et soulève le monde.

M. Muller, Suisse Allemand, appuya par des considérations élevées la proposition de son compatriote de la Suisse française, pour bien prouver à tous, qu'à la hauteur des questions de principe, les ressortissants des

diverses parties du sol helvétique sont unanimes et veulent marcher d'un pas égal. Un autre membre fit observer que la société suisse à Paris fut jusqu'ici ce qu'elle pouvait être, mais que désormais il fallait qu'elle fût ce qu'elle doit être. La grandeur de l'action républicaine, libre aujourd'hui, tente les plus nobles cœurs. Tous les orateurs qui ont pris la parole dans la séance d'hier ont prouvé la nécessité de suivre avec enthousiasme la nouvelle impulsion donnée par les grands événements de Février aux forces actives des hommes progressifs, et les acclamations répétées de tous les assistants ont prouvé aussi qu'un écho généreux vibre dans tout cœur suisse.

Un comité fut formé séance tenante pour organiser l'affiliation, qui s'étendra, nous le croyons, à toute la Suisse, la haute Italie et la plus grande partie de l'Allemagne.

Honneur à la Société suisse du Grütli, qui sait comprendre l'importance de sa mission actuelle et présente avec transport les résultats immenses qu'elle peut amener!

Nous suivrons assidument la voie nouvelle dans laquelle elle s'engage, et nous rendrons compte, dans notre journal, de toutes ses délibérations.

CLUB POPINCOURT.

Séance du 20 mars. — Sur la proposition du citoyen Louis Deplanque, l'un des secrétaires du club, l'assemblée adopte à l'unanimité, moins quatre voix, la résolution suivante :

Attendu que la garde de Paris est exclusivement confiée au patriotisme de la garde nationale ;

Attendu que de ce fait résulte une économie au budget de la République égale à ce que coûtait l'entretien de la garnison de cette capitale ;

Attendu qu'aux termes des décrets du Gouvernement provisoire, tout citoyen est garde nationale ;

Attendu qu'il ne suffit pas de décréter un service, mais qu'il faut prendre les mesures nécessaires pour le rendre possible ;

Le club Popincourt est d'avis :

1° Que l'habillement, l'armement et l'équipement de tout garde national, quel que soit son grade, soient fournis par l'Etat, sauf le cas où les citoyens déclarent renoncer à cet avantage ;

2° Que tout garde national reçoive une indemnité pour son service, de manière à rendre possible à tout citoyen l'accomplissement des devoirs que la loi lui impose ;

3° Que les fonds nécessaires à ces divers services soient portés au budget du ministère de la guerre.

Le secrétaire, V. CHIRON.

Le club de Saint Jean-Pied-de-Port (Basses-Pyrénées), (pays basque), a voté une adresse au Gouvernement républicain.

Cette adresse a été remise au Gouvernement provisoire par une députation de jeunes Cantabres, résidant à Paris. A leur tête marchait le citoyen Pradet, petit-fils d'un général de la République, le général Schilt.

La Gazette du Weser contient ce qui suit, sous la rubrique de Saint-Petersbourg, 8 mars :

« Hier, dernier jour de carnaval, il y avait bal au palais d'hiver. On dansait précisément une mazourka, lorsqu'un aide-de-camp s'approcha de l'empereur et lui remit un papier. Cet écrit renfermait la nouvelle de la révolution de Paris, qu'on venait de recevoir par le télégraphe.

« A mesure que l'empereur lisait, ses traits changeaient d'expression. Bientôt il se remet, s'avance au milieu de la salle, la musique se tait, et S. M. lit le papier à haute voix : « La république est proclamée à Paris ; il a coulé beaucoup de sang ; les Tuileries et le Palais-Royal ont été brûlés ; le roi et la famille royale sont en fuite. »

« Messieurs, ajouta l'empereur en se tournant vers les officiers : préparez-vous à monter bientôt à cheval. »

Il est très-possible que la révolution que le czar, avec de pareils projets, a dû éprouver en apprenant, à la suite des événements de France, le mouvement désormais irrésistible de l'Allemagne, ait causé sa mort, annoncée par plusieurs lettres particulières.

Le sort en est jeté : tous les rois de la terre sont en démenée ; Isabelle d'Espagne vient de sanctionner la loi votée par les cortès, sur la proposition de ses ministres, loi qui suspend les garanties constitutionnelles. C'en est fait, Narvaez est dictateur : l'Espagne aussi sera républicaine !

Étranger.

ALLEMAGNE.

La lutte entre la force armée et la foule amentée à Vienne s'est terminée par la promesse qu'a faite l'empereur, à la suite de représentations pressantes de la part de plusieurs membres des Etats de la Basse-Autriche, que les réformes nécessaires seront accordées. La tranquillité a été rétablie.

Le prince de Metternich a donné sa démission, et la formation du nouveau cabinet doit être confiée au comte de Kolowrat et au comte Montecuculi.

Ainsi donc, l'Autriche est entrée aussi dans la voie des mouvements réformistes à laquelle elle est restée si longtemps fermée. Espérons que les rapports de l'Autriche avec l'Allemagne et principalement avec la Prusse, qui est déjà entrée depuis longtemps dans la même voie, et qui se propose d'y marcher d'une manière progressive, deviendront plus intimes. Espérons que dorénavant les deux grandes puissances allemandes, de concert avec leurs confédérés allemands, pourront agir avec d'autant plus de succès pour transformer l'Allemagne en un Etat fort et animé de la conscience de sa nationalité.

— On lit dans la Gazette de Cologne la correspondance suivante :

« Aujourd'hui, 15 mars, une grande agitation a régné à Berlin par suite des événements fâcheux de la veille. Le conseil municipal s'est réuni pour se plaindre d'un escadron de cuirassiers de la garde. Cinq ha-

bitants se sont rendus chez le ministre de l'intérieur, et l'ont prié de confier le maintien de l'ordre aux bourgeois et de ne faire sortir les soldats que dans le cas où les personnes ou les propriétés seraient attaquées. Le ministre a répondu qu'une commission mixte examinerait les faits. Ce soir, la place du château est remplie de peuple ; on entend des cris. Quelques détachements d'infanterie occupent la place du Château. On remet à la foule l'avis imprimé des démarches faites auprès du ministre de l'intérieur. On avait affiché précédemment un avis annonçant que plusieurs bourgeois ayant été blessés la veille, une procédure allait commencer. »

— La Gazette universelle de Prusse raconte ainsi les faits :

« Dans la journée, des attroupements se sont formés dans plusieurs rues, et dans l'après-midi la foule s'est rendue sur la place du Château. Vers le soir, des pierres furent lancées contre les sentinelles placées aux portes du château. Aux sommations faites à la multitude de se retirer, elle répondit par de nouvelles pierres lancées ; en sorte qu'il fallut que la cavalerie intervint pour faire évacuer la place. La foule descendit prudemment la Breitenstrasse et éleva des barricades. Les soldats occupés à les enlever furent assaillis à coups de pierres, et il fallut employer le sabre et les balles. Il y a eu des blessés et même quelques morts. Les commissaires des bourgeois, mêlés aux groupes ont fait tous leurs efforts pour les déterminer à se disperser. C'est à leur zèle qu'on doit d'avoir évité de plus grands malheurs.

« A onze heures, la tranquillité était partout rétablie.

« Le magistrat de Berlin vient de publier l'avis suivant :

« Depuis trois jours, la propriété et la sûreté des bourgeois de Berlin sont menacées. La bourgeoisie s'est prononcée formellement contre ces attentats. En conséquence, il a été décidé que, dans chaque quartier de la ville, sera créée une commission de protection, composée des employés communaux, qui appelleront les bourgeois de leur quartier les plus connus et les plus dignes, et surtout les chefs de corporations. Ces commissaires auront au bras gauche une écharpe noire et blanche.

« Les délits commis contre eux seront punis comme délits contre les agents de l'autorité. »

— Enfin la Bohême aussi est fort agitée. Voici les nouvelles de Prague, à la date du 12 mars :

« La journée d'hier a été importante : des réunions du peuple et des bourgeois ont eu lieu, malgré les avis publiés au nom de l'autorité et sa ferme résolution de maintenir l'ordre. Hier, à midi, la garde principale a chargé ses canons. Le bruit avait couru que des rassemblements devaient avoir lieu dans la soirée. L'assemblée a siégé. La séance n'a été troublée par aucun incident. Les soldats ont été consignés dans leurs casernes. Huit cents bourgeois, la plupart Czeches (indi-gènes), ont adressé une pétition à l'empereur pour demander l'enseignement collectif de la langue allemande et de la langue bohème dans les écoles et leur usage dans les tribunaux. Ils réclament aussi la liberté de la presse, l'admission de représentants de la bourgeoisie à la diète, la réunion des Etats de Bohême, Moravie et Silésie, etc. »

WURTEMBERG.

Stuttgart, 15 mars. — Nous apprenons de la manière la plus positive que le conseiller de légation privé de Neurath, chargé d'une mission officielle, est allé à la rencontre des troupes autrichiennes, qui, de Bregentz, voulaient se rendre dans la forteresse fédérale d'Ulm, afin de leur faire rebrousser chemin. La forteresse d'Ulm n'est nullement exposée, car l'Allemagne ne connaît pas d'ennemis extérieurs en ce moment ; l'intérêt du maintien de la paix intérieure exige impérieusement que des troupes étrangères (autrichiennes) ne mettent pas le pied sur le territoire. L'agitation est assez grande sans cela, et la présence de troupes impériales à Ulm ne pourrait que donner lieu à l'idée que le gouvernement autrichien a une réaction en vue.

Faits divers.

Par arrêté du 18 mars inséré au Moniteur, la ville de Bourbon-Vendée portera désormais le nom de Napoléon-Vendée.

— Par arrêté du Gouvernement provisoire en date du 14 mars, M. Eugène Dubois, maître des requêtes au conseil d'Etat en service extraordinaire, a été nommé maître des requêtes en service ordinaire.

— Par arrêté du même jour, M. Monnier est appelé aux fonctions de secrétaire général de la préfecture de police.

— Par arrêté du ministre provisoire de l'instruction publique et des cultes, en date du 13 mars 1848, les jurys médicaux organisés par l'ordonnance du 8 avril 1841 et par l'arrêté ministériel du 12 avril même année, sont prorogés pour une année, à partir du 12 avril 1848.

— Le ministre provisoire de l'instruction publique invite les personnes actuellement inscrites sur la liste des pensions ou indemnités littéraires à lui faire parvenir directement leurs titres, afin qu'ils soient examinés et qu'on puisse procéder à la révision indispensable de ces listes.

Aucune réclamation ne sera admise que par écrit.

— Les citoyens de Glucksberg et de Talleyrand ont reçu le 12 mars, à Madrid, les lettres du citoyen Lamartine, qui les révoque de leurs fonctions.

Ils ont quitté sur-le-champ l'hôtel de l'ambassade de France.

— Voici un fait sur lequel nous ne saurions trop appeler la publicité. Les ouvriers cordonniers de Lyon, mus par un sentiment bien honorable d'ordre et de patriotisme, ont, dans une réunion générale, décidé à l'unanimité que, ne voulant pas augmenter les embarras du moment, ils renettaient toute discussion de la question de temps et de salaire jusqu'après la convocation de l'Assemblée nationale.

— Le maire de Paris reçoit tous les jours un grand nombre de demandes d'audience. Afin d'éviter tout retard et toute méprise, les personnes qui voudraient

être reçues sont priées d'expliquer dans leurs lettres le motif de leur visite.

— On écrit de Barcelone sous la date du 9, que la garnison de cette place vient de recevoir de nombreux renforts, et que l'autorité militaire y prend toute sorte de précautions exceptionnelles et vexatoires.

— La marquise d'Alcanicès et le comte de Corres sont partis de Madrid pour Saint-Sébastien, afin d'aller recevoir dans cette dernière ville le duc et la duchesse de Montpensier.

— Dans un des quarante-huit bureaux de perception de Paris, aujourd'hui à deux heures, plus de cinquante personnes s'étaient déjà présentées pour acquitter les 45 centimes additionnels des impositions directes. Il en a été très-probablement de même dans tous les autres bureaux. Cette hâte est un bon symptôme ; mais le travail administratif indispensable ne pouvait pas s'expédier aussi vite que le décret, et les percepteurs n'ont point encore reçu les instructions nécessaires.

— Par arrêté du 17 mars 1848, le ministre de la marine et des colonies a nommé M. le capitaine de vaisseau Baudin au commandement de la station des côtes occidentales d'Afrique, en remplacement de M. le contre-amiral Montagnès de La Roque, qui recevra ultérieurement une autre destination.

— La commune de Soisy-sous-Montmorency (Seine-et-Oise), représentée par les citoyens Boursches, adjoint, Valet, receveur des contributions directes, et Louis Gagin, a offert au Gouvernement provisoire la somme de 505 fr. 53 c. en faveur des veuves et orphelins des victimes de février et en faveur des ouvriers sans ouvrage.

— Les ouvriers du chantier du quai de Billy, maçons, tailleurs de pierre, charpentiers, poseurs, etc., ont apporté au Gouvernement provisoire la somme de 154 fr. 30 c. en faveur des blessés des journées de février.

— Dans l'intérêt du commerce et de l'industrie, si gravement atteints par les circonstances, on s'occupe en ce moment, au ministère des finances et de la justice, d'un projet de réduction sur les frais de protêt et autres actes conservatoires.

Un décret doit être rendu dans ce sens et paraîtra, dit-on, demain dans le Moniteur.

— M. Tayer, propriétaire du passage des Panoramas, vient de suivre l'exemple de M. Montmorency, propriétaire du passage du Saumon : il fait remise de leurs termes à tous ses locataires nécessiteux.

— Le ministre de l'intérieur, considérant qu'une des misères les plus profondes, les plus intéressantes et les moins appelées à partager les secours publics, est celle qui frappe les pauvres ouvrières, les jeunes garçons et jeunes filles abandonnées de la ville de Paris, a arrêté ce qui suit, sur la proposition du directeur des beaux-arts :

« Pendant toute la durée de l'exposition de peinture de 1848, il y aura un jour réservé par semaine, le samedi. Il sera perçu ce jour une rétribution d'un franc par personne pour l'entrée.

« Le produit de cette perception et le produit net de la vente du livret seront consacrés à subvenir aux besoins de la classe des pauvres ouvrières, des jeunes garçons et jeunes filles abandonnées de la ville de Paris. La répartition de ces secours aura lieu dans les douze arrondissements, suivant les besoins.

— M. de Bussièrès, ambassadeur à Naples, et M. Billing, ministre à Francfort, viennent d'être révoqués de leurs fonctions.

— On assurait ce matin que le Gouvernement provisoire, dans une réunion tenue hier soir, avait décidé à l'unanimité, moins une voix, qu'il n'y avait pas lieu de changer les dates fixées pour les élections et pour la réunion de l'assemblée nationale.

— Des jetons de présence seront, dit-on, délivrés aux membres de l'assemblée nationale, de manière à ce qu'il ne soit pas nécessaire d'avoir recours à l'appel nominal, ce qui occasionnerait une trop grande perte de temps ; l'indemnité ne sera accordée qu'aux membres présents, à moins que l'absence ne soit nécessaire par une mission de l'assemblée.

— Nous rappelons à tous les citoyens qu'ils doivent se présenter sans retard à leurs mairies pour s'y faire inscrire sur les listes électorales.

— Les nouvelles pièces de 5 francs au type de la République ont commencé à circuler depuis hier. Elles sont d'une exécution parfaite. Il en est déjà sorti pour plus d'un million de francs des balanciers de la Monnaie.

— M. Guiter, commissaire du gouvernement dans le département des Pyrénées-Orientales, vient de résigner les fonctions qui lui avaient été confiées par le Gouvernement provisoire.

— M. Tassel, commissaire provisoire du Gouvernement dans le département du Finistère, vient de renoncer à ses fonctions pour motif de santé. Il est remplacé par M. Morhéry, désigné d'abord pour les Côtes-du-Nord.

— Par suite de la nouvelle organisation de la garde nationale, tous les anciens cadres des compagnies sont dissous. Il existait dans ces compagnies des fonds qui, aujourd'hui, ne seront pas réclamés par les gardes nationaux qui les ont versés. On peut en estimer le chiffre total à 500,000 francs. Cette somme pourrait être employée d'une manière utile pour tous, si elle était immédiatement versée au comptoir national d'escompte. Ce vœu sera entendu de tous les citoyens intéressés, et on compte assez sur leur patriotisme pour qu'ils se hâtent d'accéder à ce projet. Cette somme serait versée comme garantie des chances que pourraient courir les actionnaires.

Ce projet nous semble devoir trouver de nombreux adhérents ; s'il se réalise, il encouragera les capitalistes qui, jusqu'à ce jour, se sont montrés trop timides, à couvrir la souscription ouverte.

— Il paraît certain que M. le général de division Gazan quitte la direction du personnel au ministère de la guerre et est remplacé dans ces fonctions par M. Larabit, dont nous avons annoncé, il y a trois jours, la nomination au poste de sous-directeur du personnel.

L'un des gérants, rédacteur en chef : CAHAIGNE

Imprimerie Lacrampe et Fertiaux, rue Damiette, 2.